



★ Mobiliser pour Construire ★
ACTION TCHADIENNE POUR L'UNITÉ ET LE SOCIALISME / PARTI RÉVOLUTIONNAIRE POPULAIRE ET ÉCOLOGIQUE
Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
(ACTUS/prpe)

E-mail : actus-prpe@club-internet.fr

N/Réf :20.08/SG/2012

Message de Condamnation de la balkanisation de la RD Congo par les impérialistes. Soutien au peuple congolais pour sa souveraineté.

C'est avec vive indignation et amertume que notre Parti, ACTUS/prpe a appris par les dépêches des agences de presse du vendredi 6 juillet 2012, la progression fulgurante du mouvement rebelle M-23. Ce dernier contrôlerait plusieurs localités du Nord Kivu de la RD Congo.

Notre Parti, ACTUS/prpe adresse ici solennellement, son soutien militant au peuple congolais qui s'oppose à la nouvelle agression rwandaise. Nous condamnons sans retenue aucune cette guerre contre la RD Congo, commanditée par les puissances impériales occidentales. En effet, le génocide du peuple congolais est savamment entretenu par les multinationales occidentales dans le Kivu, province orientale de la RD Congo frontalière avec le Rwanda et l'Ouganda. Pourquoi ces crimes contre l'humanité ne suscitent-ils pas de compassion de la prétendue « communauté internationale » si soucieuse des droits de l'Homme et de la démocratie ? Pourquoi Les auteurs de cette tragédie humaine jouissent d'une impunité absolue voire confortés dans leur abjection ? Pourquoi certains africains ou états doivent-ils servir de bras armés de l'impérialisme occidental pour défendre les intérêts des colonisateurs ?

Le silence de l'Union Africaine (UA), son manque de réactivité adéquate comme à l'accoutumée est déconcertante. Cela ne risquerait-il pas d'hypothéquer l'avenir de notre continent et celui des générations futures ?

Le Génocide des populations de la RD Congo et l'appétit insatiable des impérialistes pour les ressources naturelles d'Afrique.

La RD Congo est un « véritable scandale géologique ». Son sol et sous-sol renferment les ressources naturelles et minières jamais observées en concentration dans un seul pays. Les richesses minières : cuivre, or, diamant, niobium, pétrole, uranium, charbon, manganèse, zinc, plomb, cobalt, étain, germanium, gaz méthane...aiguisent les appétits insatiables des multinationales des puissances impérialistes occidentales. Certains minerais rares dont sont friandes les industries de pointe (armement, aéronautique, électronique, télécommunications...) par exemple le coltan utilisé dans la fabrication des téléphones portables, des ordinateurs, des consoles de jeux... est concentré dans le Kivu à l'est de la RD Congo. Cette région renfermerait à elle seule plus de la moitié des réserves mondiales estimées entre 60 et 80% [Cf. *Direct.cd* du 13 juin 2012]

Ces richesses minières ont attiré les multinationales prédatrices et leur bras armé le gouvernement du Général Paul Kagamé du Rwanda qui sécurise les zones minières afin de faciliter les pillages des minerais du Kivu. Grâce à ces guerres de rapine et le contrôle des mines par le pouvoir de Kigali et les rebelles congolais, le Rwanda est devenu exportateur de l'or, du diamant, du coltan...pillés en RD Congo au profit des multinationales occidentales. Certaines de ces richesses minières n'ont jamais été prospectées sur le territoire rwandais, où il n'existe par ailleurs aucune exploitation connue. La leçon du pillage des richesses d'autres états, dispensée par les impérialistes capitalistes, est bien assimilée et appliquée à la lettre par le régime de la bourgeoisie tutsie au pouvoir à Kigali.

Ceux qui font l'apologie de la minorité bourgeoise tutsie au pouvoir au Rwanda affirment que ce pays possède quelques mines et en exporte. Cependant, le rapport de Global Witness du 18 mai 2012 stigmatise le pillage des minerais congolais par le Rwanda : «...en croire les informations réunies auprès de représentants de



l'industrie à Kigali. Une entreprise impliquée directement dans le commerce de transit de minerais a ainsi affirmé à Global Witness que jusqu'à 80 % des exportations rwandaises de minerais étaient en réalité congolaises.»

Cette prédation organisée par les multinationales impérialistes, leurs acolytes rwandais et renégats congolais font perdre au trésor de la RD Congo des milliards de dollars : « *Après plusieurs rapports des experts nationaux et internationaux sur les pillages des minerais de la RDC par la finance internationale, en complicité avec une élite politique congolaise corrompue, le député Emery Okundji a révélé dans son intervention à la plénière consacrée à l'examen du projet de loi des finances un manque à gagner dépassant les 4,6 milliards de dollars au trésor public suite à une série des ventes durant les 18 derniers mois d'un total de 6 actifs miniers au bénéfice des entreprises écrans basées dans les îles vierges britanniques* » [Cf. *Le Phare* du 26.06.2012]

La recrudescence des guerres à l'est de la RD Congo depuis l'annonce de la découverte des réserves colossales de pétrole, n'est donc pas fortuite. Le précédent nigérian nous rappelle cette tragédie : en effet, la guerre civile du Biafra (province pétrolière) au Nigeria a causé plus d'un million de morts entre 1967 et 1970. Au demeurant, rappelons que les sécessionnistes biafrais étaient soutenus par le gouvernement français pour le compte de la compagnie Elf aquitaine. On ne dira jamais assez à tort ou à raison que le pétrole a généralement provoqué les malheurs en Afrique pour la majorité des populations. Cependant, une minorité des dirigeants alliés des impérialistes et les multinationales profitent des milliards de dollars que rapporte la vente de l'or noir et des autres minerais.

Selon diverses sources émanant du Kivu et du pays de mille collines, certains dirigeants rwandais auraient le monopole de la commercialisation de ces minerais. Ils sous-traiteraient pour le compte des multinationales anglo saxonnes [Barrick Gold Corporation (BGC) deuxième producteur mondial d'or, Tenfields Holdings Limited, Littlerock Mining Ltd, Kenrow International of Gaithersburg, Sabora Mining Ltd, l'Anglo American Corporation (AAC) d'Afrique du Sud, la plus importante compagnie minière du monde, Consolidated Eurocan Ventures filial du Lundin Group, Banro ressources corporation...]. D'autres officiers supérieurs rwandais détiendraient de surcroît des intérêts dans plusieurs compagnies minières parmi lesquels figure le bras droit du président Kagamé, le Général James Kabaré ancien chef d'état-major et depuis le 10 avril 2010, ministre de la défense du gouvernement rwandais. (Cf. *Daily Mail* du 14 janvier 1999).

Les conflits d'intérêts entre certaines multinationales minières et les dirigeants politiques occidentaux, la corruption des agents véreux de l'administration congolaise empêchent l'arrêt de cette guerre de rapine. Cette dernière est largement financée par ces mêmes multinationales. Les gesticulations cyniques et hypocrites de l'Onu qui s'oppose à des mesures énergiques contre l'agression rwandaise, trouvent leurs racines dans ces conflits d'intérêts. Citons le cas notamment de l'ancien président étatsunien Georges Bush qui est actionnaire de la compagnie minière Barrick Gold Corporation susmentionnée.

On sait désormais que, derrière le M-23, c'est le Rwanda qui est le maître à penser, lequel est guidé à son tour par les puissances impérialistes anglo-saxonnes notamment les Usa et la Grande Bretagne. L'ancien premier ministre de ce dernier pays, Tony Blair est même devenu l'un des conseillers spéciaux du Général Paul Kagamé et ce malgré la dictature implacable exercée par ce despote sur le pays de mille collines. L'Union européenne (UE), bien consciente par anticipation de la nature tyrannique de ce dirigeant qui s'autoproclamerait incontestablement président avec un score fleuve de presque 100% à la dernière élection de 2010, n'a pas osé envoyer une mission d'observateurs pour surveiller le scrutin. Elle justifie sa complicité, sa duplicité et dérobade pour des raisons de « *Manque de ressources budgétaires* ». Mieux encore, l'UE n'a pas émis la moindre condamnation contre cet hold up électoral, elle n'a pas décrété une quelconque sanction à l'égard de ce régime qui viole systématiquement depuis 1994 les droits de l'Homme. Ces violations sont pourtant régulièrement stigmatisées par les Ong (Hwr, Amnesty international, Fidh...). Les puissances impérialistes occidentales (USA et UE, qui s'autoproclament défenseurs des droits de l'Homme et de la démocratie, font ici preuve d'une imposture intellectuelle déconcertante. Elles protègent leur gardien et féroce dictateur Kagamé dans la région des Grands lacs, l'encourageant ainsi à commettre les crimes contre l'humanité à l'encontre du peuple congolais du Kivu.



Au sujet de la tyrannie du dictateur Général-Président Paul Kagamé, le *Journal Du Dimanche* du 7 août 2010 résume à merveille sa nature. Le masque est donc tombé : « Mais de nombreuses ONG, comme Human Rights Watch, signalent aussi la restriction de la liberté d'expression et "la répression persistante des droits civils et politiques". A l'approche de la présidentielle, le climat s'est d'ailleurs considérablement dégradé. Mi-juillet, le corps quasi décapité d'un opposant était ainsi découvert dans un marais. Le 24 juin, un journaliste était tué par balles à Kigali. Le Rwanda n'en reste pas moins sous coupe réglée. Le système Kagame, c'est avant tout celui du parti qu'il dirige, le FPR. Le mouvement, né dans les camps de réfugiés tutsi en Ouganda en 1988, est décrit comme un "parti-Etat" qui a fait main basse sur le pays après le génocide de 1994. Avec une ligne claire, le refus de "l'ethnicisme (...)" Tout-puissant, le FPR dispose de solides relais financiers, grâce à sa holding Tristar, et médiatiques, tel l'unique quotidien, The New Times. Les médias d'opposition sont bâillonnés. Le FPR a également la haute main sur les services de renseignements, et dispose de matériel sophistiqué fourni par les Etats-Unis. Aujourd'hui, l'opposition hutu semble moins menaçante pour le FPR que les rivalités au sein du pouvoir tutsi, avec en arrière-fond certains clivages claniques qui datent de la royauté. Il ne se passe plus une semaine sans qu'un officier de haut rang ou un directeur d'agence étatique, pourtant membre du Front, ne soit arrêté ou muté. Dès qu'un individu semble acquérir trop de pouvoir ou d'ascendant, il devient suspect. Malgré tout, les Européens, qui traînent comme un boulet leur inaction durant le génocide, semblent fascinés par Paul Kagamé et continuent à travailler la main dans la main avec le régime. Certains ambassadeurs participent même ouvertement à l'entreprise pour décrédibiliser l'opposition, en avançant qu'il n'y a pas d'alternative à Kagamé. Tout comme Tony Blair, devenu l'un de ses conseillers, ou Bill Clinton, qui a lancé des projets dans le pays...»

Depuis 1996, selon les rapports des différents Ong des droits de l'Homme, on estime entre 5 à 7 millions de personnes mortes suites à ces guerres interminables de rapines initiées et entretenues par les puissances impérialistes (notamment les Usa et la Grande Bretagne) et leurs multinationales prédatrices. A ces morts, viennent s'ajouter environ 1,6 millions de déplacés selon OCHA, plusieurs milliers de femmes violées selon HWR, des centaines de milliers d'enfants meurent chaque années suites aux conséquences des guerres... Ces crimes contre l'humanité sont passés sous silence par les puissances impérialistes pour cause de leur implication liées à leurs intérêts sordides. La vie des africains n'a aucune valeur à leurs yeux. La vision raciste est indéniable eu égard à cette indifférence et mépris notoire.

La bourgeoisie tutsie au pouvoir au Rwanda, dirigée par le Général Paul Kagamé, est devenue l'alliée fidèle et le bras armé des impérialistes occidentaux. L'armée rwandaise et ses supplétifs du M-23 perpétuent des crimes contre l'humanité dans le Kivu.

L'honnêteté intellectuelle pour peu soit elle, reconnaîtrait l'implication militaire du Rwanda dans les guerres à l'Est de la RD Congo avec l'appui tacite des Usa et de la Grande Bretagne.

Face à cette vérité insupportable et ce malgré l'opposition des Usa pour sa publication, le dernier rapport de l'Onu du 4 juillet 2012 accuse nommément le Rwanda de soutenir la mutinerie armée du M-23 dans l'est de la RD Congo. Le groupe d'experts de l'ONU affirme que les forces armées rwandaises « fournissent du matériel militaire, des armes, des munitions et des fournitures diverses aux rebelles du M-23 » et octroient soutien et protection au général félon Bosco Ntaganda, recherché par la Cour pénale internationale pour crimes de guerre. Cette croisade du Rwanda contre la RD Congo a été aussi confirmée par le rapport de l'Ong étatsunienne HWR. Les faits ainsi relatés font tombés les masques et l'hypocrisie des puissances impérialistes et leur soutien inconditionnel au Général Paul Kagamé. Voici quelques extraits et preuves de la participation du Rwanda à la guerre : [« Des anciens combattants des FDLR ou d'autres anciens combattants ont été invités à participer à des réunions pour les combattants démobilisés au camp militaire à Kinigi au Rwanda. Dans ce camp militaire, des militaires rwandais ont fourni des armes et des munitions aux nouvelles recrues avant de les répartir en groupes de 40 à 75 hommes. Portant les armes et les munitions, les recrues ont ensuite été obligées à marcher à travers le parc national jusqu'à la frontière congolaise, escortées par des militaires rwandais. À la frontière, les escortes militaires rwandaises ont remis les nouvelles recrues aux forces de Ntaganda qui les attendaient et qui les ont conduites jusqu'à Runyoni en RD Congo ».

Un civil rwandais recruté à Musanze vers le 19 mai a expliqué à Human Rights Watch : « Nous avons aussi vu beaucoup d'autres militaires de l'armée rwandaise [à Runyoni]. Je ne sais pas combien. Lorsqu'ils sont



arrivés, ils ont enlevé leur uniforme de l'armée rwandaise et ont mis l'uniforme des mutins. » Il a été en mesure d'identifier un des militaires rwandais par son nom car il le connaissait pour être un officier qui avait servi dans son village au Rwanda »].

L'État major rwandais planifie l'exécution cyclique des guerres contre la RD Congo.

Prélude à leur mutinerie, certains Officiers félons de l'armée congolaise (FARDC) avaient intensifié les rencontres avec les Officiers supérieurs rwandais. C'est ainsi que selon les récits des soldats congolais à HWR, le Général Bosco Ntaganda s'était rendu le 26 mai 2012 au Rwanda. Ce pèlerinage de la bande des criminels a été effectué par la suite par les colonels Makenga, Ngaruye, Innocent Zimurinda et Innocent Kayna. Au sujet de ces Officiers traîtres congolais, le rapport de HWR du 4 juillet 2012 dit : *« ils ont des antécédents d'atteintes graves aux droits humains dans l'est de la RD Congo. Human Rights Watch, les observateurs des droits humains des Nations Unies et les organisations locales de défense des droits humains ont documenté des massacres à caractère ethnique, des tortures, des enlèvements, des violences sexuelles généralisées et le recrutement forcé d'enfants, commis par ces individus alors qu'ils étaient commandants de groupes rebelles ou officiers de l'armée congolaise »*

Les rencontres entre les Officiers félons congolais et rwandais seraient confirmées par le rapport des experts de l'Onu, sur la guerre déclenchée par le M-23 en avril 2012. Ce document mentionne explicitement dans son annexe les noms de certains officiers de l'armée rwandaise, impliqués dans la création de l'organisation terroriste congolaise M-23: *« Parmi les noms cités dans l'annexe figurent des personnalités clés du régime rwandais, dont le ministre de la Défense, le général James Kabarebe, le chef d'état-major des armées, le général Charles Kayonga, et aussi le général Jack Nziza, secrétaire permanent du ministre de la Défense et ancien patron du DMI (Department of Military Intelligence), les services de renseignements militaires rwandais »* (Cf. *Le Potentiel* du 10 juillet 2012).

Dans une déclaration du 5 juillet 2012, le ministre Lambert Mende Omalanga, porte-parole du gouvernement congolais a accusé sans détours la participation des militaires rwandais dans la création du M-23 : *« Nous exigeons que les autorités rwandaises arrêtent, cessent de laisser leurs officiers continuer à alimenter la guerre au Congo »*. Ces preuves indéniables ne seraient-elles pas suffisantes pour que le gouvernement congolais prenne des mesures énergiques contre les agresseurs de la RD Congo au nom de la légitime défense? Déjà 7.000.000 congolais sont morts, cela est insupportable. Il faut stopper ce génocide déclenché depuis 1996 par le Rwanda et ses multitudes petites créatures de mouvements rebelles terroristes (CNDP, M-23...) lancés comme des chiens enragés contre la RD Congo.

Dans tout pays en période de guerre, la justice militaire fait toujours preuve d'une sévérité exemplaire : les militaires félons et autres collabos reconnus d'intelligence avec l'ennemi seraient par conséquent sont passibles de la peine capitale. Il appartient au gouvernement congolais avec l'appui du peuple de prendre ses responsabilités historique afin de mettre fin définitivement à ce génocide programmé.

Ces crimes contre l'humanité n'ont jamais suscité une mobilisation de compassion des puissances impérialistes qui s'autoproclament défenseurs des droits de l'homme et leur machin dénommé « CPI ». L'ONU dispose à l'est de la RD Congo de 18000 casques bleues de la mission (Monusco). Ces soldats sont des témoins oculaires des crimes commis par ces Officiers félons qui se pavanent en toute liberté dans cette région et ce malgré les mandats d'arrêt internationaux lancés contre eux par la CPI. Nous sommes en présence d'une abyssale imposture, un déni de crime contre l'humanité dont font preuve la CPI et les puissances impérialiste occidentales qui n'ont aucune volonté d'arrêter leurs chiens de garde et de les juger. Si un tel procès avait lieu, il prouverait à la face du monde les dessous sordides de ces guerres de rapine et ses commanditaires. Avec cynisme, les multinationales capitalistes préfèrent défendre leurs pillages des ressources naturelles du Kivu que d'épargner les vies humaines congolaises.

L'Ong Global Witness basée à Londres, qui mène des campagnes pionnières contre les conflits et la corruption liés aux ressources naturelles ainsi que contre les violations des droits environnementaux et des



droits de l'homme qui y sont associées, a confirmé dans son article de juin 2012 l'implication militaire du Rwanda en RD Congo : « Ces deux principaux soutiens du Rwanda doivent user de leur influence pour que Kigali cesse de soutenir les groupes armés opérant en RDC ». Au demeurant rappelons que les Usa et la Grande Bretagne ont accordé en 2011 au Rwanda leur allié des aides évaluées à plus 350.000.000 \$.

De plus, c'est à Kigali la capitale du Rwanda que réside Barrie Walkley, le Conseiller spécial du département d'Etat américain pour les Grands Lacs. Ce qui traduit l'importance du Rwanda pour les USA qui s'opposent par ailleurs à toutes sanctions du conseil de sécurité de l'ONU contre ce pays agresseur de la RD Congo. Dans sa récente visite à Kinshasa M. Barrie Walkley a exprimé hypocritement la volonté des USA de pousser leur allié rwandais d'arrêter son soutien au M-23. Cette déclaration n'est-elle pas une reconnaissance tacite et une preuve de l'alliance stratégique entre les deux pays dans l'agression de la RD Congo ?

L'attitude des USA à l'égard du Rwanda est similaire à celle qu'ils ont inconditionnellement adoptée à l'égard des gouvernements d'Israël sur la question des territoires palestiniens occupés par l'état hébreu en 1967. Depuis 64 ans, Israël refuse l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour dans leur pays des réfugiés palestiniens chassés pendant la guerre de 1948. Cette pertinente résolution fut réaffirmée une centaine de fois par l'Onu, cependant, impunément et systématiquement violées par l'état hébreu, fort du soutien inconditionnel des Usa qui usent de leur droit de véto en s'opposant aux condamnations et sanctions onusiennes.

Le gouvernement de la bourgeoisie tutsie au Rwanda, encouragé par le parapluie étatsunien, jouerait les mêmes rôles en Afrique centrale dans la stratégie des Usa à l'instar de celui assumé par Israël dans la région du Moyen Orient pour la domination des autres états arabes

La question palestinienne, vieille de 64 ans n'a pas été résolue à ce jour par la seule volonté des USA allié inconditionnel d'Israël. Partant de ce constat, ne faudrait-il pas craindre à moyen terme l'annexion des territoires orientaux (Le Kivu) de la RD Congo par le Rwanda avec le soutien et la complicité des USA ? Ce qui créerait une seconde zone d'instabilité endémique en Afrique à l'instar de celle du moyen orient.

Le soutien inconditionnel, multiforme étatsunien au régime du Général Paul Kagamé, est total et ce malgré sa dictature implacable, la chape de plomb qu'il a posée sur le pays et l'agression militaire permanente de la RD Congo. Ce parapluie étatsunien permet au Rwanda et à ses dirigeants d'échapper aux sanctions et condamnations de la Cour internationale de justice (CIJ). Rappelons que cette région à l'Est de la RD Congo, avait été occupée par le Rwanda et l'Ouganda entre août 1998 et juillet 1999. Kinshasa qui avait alors saisi la Cour internationale de Justice pour la première fois en 1999, soutenant que ces pays avaient envahi son territoire illégalement, avait obtenu partiellement gain de cause contre l'Ouganda. La CIJ a qualifié les actes de l'Ouganda dans d'« *intervention militaire illégale* », condamnant ce pays à des réparations.

« *L'Ouganda a violé la souveraineté et aussi l'intégrité territoriale* » de la RD Congo par son « *occupation militaire* », selon la décision de la Cour, qui a été adoptée à 16 voix contre une par les 17 juges du tribunal et qui a qualifié l'intervention de l'Ouganda de « *grave infraction* » au droit international. [Cf. AP du 20/12/2005]. Le pays de Yoweri Kaguta Museveni, condamné se retira. Le Rwanda du Général Kagamé qui a commis les mêmes crimes fut blanchi. Réconforté et ragailardi par les Usa, le pays de mille collines continue d'occuper, de piller les territoires orientaux congolais en perpétuant les massacres des populations du Kivu par le truchement de ses supplétifs de M23.

Les impérialistes, si « soucieux » de la « défense des droits de l'homme » et de la « démocratie », demeurent sciemment aphones et aveugles face à la tyrannie, aux graves violations des droits de l'homme, aux crimes contre l'humanité... commis par leur poulain le Général Paul Kagamé.

- A l'intérieur du pays une terreur implacable est exercée par ce dernier : l'opposition démocratique, les journalistes, les défenseurs des Droits de l'Homme, des sympathisants de l'opposition sont muselés ou embastillés sans procès, subissent des tortures, des traitements dégradants et humiliants. De nombreux Leaders (Hutus et Tutsis) des partis de l'opposition démocratique qui ont survécu croupissent dans des prisons, ou plus exactement des véritables mouiroires. Parmi les prisonniers politiques et d'opinions on y trouvent l'ancien président Pasteur Bizimungu, Victoire Ingabire Umuhoza, présidente des FDU-Inkingi, Déo Mushayidi, ancien journaliste, président du PDP-Imanzi...[Cf.



Communiqué de presse du Centre de Lutte contre l'Impunité et l'Injustice au Rwanda (CLIIR), et la Fédération internationale des associations rwandaises (FEIDAR), Bruxelles, 1^{er} juillet 2012]

- Au niveau africain, les violations des droits de l'homme, les crimes attribués à ce dernier et à son redoutable appareil répressif politico-militaire, ont été unanimement établis par de nombreux rapports des enquêtes spéciales commandées par l'ONU (Rapports Degni-Segui, Gersony, Garreton, Del Ponte) et ceux des ONG des droits de l'homme (HWR, Amnesty international, Global Witness...). À ces rapports, vient s'ajouter celui du Tribunal Pénal International pour le Rwanda(TPIR) sis à Arusha en Tanzanie, qui confirme les crimes du FPR au pays de mille collines en 1994.

Parmi ce pléthore de rapports qui accablent le dictateur Général Président Kagamé, citons notamment celui de Robert Gersony. En effet, en septembre 1994, le HCR mandate le consultant Robert Gersony, qui avec ses enquêteurs, sillonnent le Rwanda. Après avoir visité 41 communes, le constat est accablant pour les nouvelles autorités : les militaires du FPR sous la conduite du Général Paul Kagamé se livraient à des massacres systématiques sur des civils Hutus. Le lourd bilan macabre est de 30.000 personnes identifiées. Sous la pression des USA, le rapport fut alors mis sous scellé afin de ne pas les embarrasser mais aussi afin d'absoudre leur protégé Paul Kagamé de la justice.

La complicité des impérialistes à l'égard des crimes du Président rwandais contre son propre peuple, conduirait à affirmer que le génocide perpétré par ce dernier au Kivu demeurerait à plus forte raison sans suites de l'ONU. Cependant, le peuple de la RD Congo devrait par conséquent compter que sur ses propres forces par des actions légitimement énergiques contre les agresseurs. Ce qui pourrait obliger l'Onu à forcer Kigali de cesser son agression de la RD Congo. Le peuple congolais doit faire preuve d'un patriotisme sans faille face à l'ennemi. Aucun pays, quelle que soit sa puissance, ne pourrait vaincre la volonté et la détermination d'un peuple uni qui défend sa souveraineté, sa dignité et son honneur. Mettre hors d'état de nuire le gouvernement belliqueux du Général Kagamé, c'est de la légitime défense. Cela devrait être aussi un devoir national car 7.000.000 de morts congolais, l'occupation et la déstabilisation permanente de la RD Congo sont l'œuvre de ce despote. Cela est insupportable.

Rappelons que le génocide de 1994 au Rwanda a fait environ 800000 morts Tutsis et Hutus modérés. Ce crime est abominable et doit être condamné fermement par tout être humain. Cependant, l'objectivité humaine conduirait aussi tout africain à se poser certaines questions récurrentes et troublantes : une partie des rescapés, descendants des victimes (Tutsis du Général Kagamé), devraient-ils s'approprier exclusivement de cette tragédie nationale en continuant à entretenir la haine ethnique, les rancœurs, la vengeance contre les Hutus dont est issu l'ancien président Habyarimana? Tous les Hutu seraient-ils comptables de cette tragédie ? Pourquoi tous les morts des deux ethnies n'auraient-ils pas la même valeur ? Ne serait-il pas une négation de cette tragédie nationale que de se livrer à un décompte macabre raciste uniquement des Tutsis ou Hutus ? Qui se seraient livrer à l'identification ethnique des milliers d'ossements des charniers découverts et pour quels autres objectifs? Les Hutus modérés opposants n'auraient-ils pas payé suffisamment le prix fort de leur insoumission? Peut-on construire un nouveau pays, une nation sur base de haine ethnique endémique? Les rescapés Tutsis du génocide ont-ils le droit d'infliger aux autres peuples(Hutus) les mêmes exactions, viols et autres crimes qu'ils avaient subis dans le passé ? En quoi le peuple congolais du Kivu serait-il responsable du génocide ou de l'épuration ethnique de 1994 au Rwanda ?

En agissant avec esprit de vengeance et de haine contre les Hutus, le despote Kagamé ne porterait-il pas préjudices contre sa propre ethnie tutsie en anéantissant le capital de confiance et de compassion pour les Tutsi suscitée après ce génocide.

Les Usa voudraient accélérer la balkanisation de la RD Congo. En effet, une coïncidence troublante est à noter : pendant que la secrétaire d'Etat Hilary Clinton était en tournée dans cette région d'Afrique, les rebelles du M23 ont pris du poil de la bête, ils progresseraient et occuperaient plusieurs localités. Parallèlement, un nouveau front rebelle est ouvert au nord Kivu avec la prise de la ville de Kasindi à la frontière avec l'Ouganda. Les nouveaux rebelles du RCD / K-ML de l'ex-ministre congolais des Affaires étrangères et actuel membre du parlement Antipas Mbusa Nyamwisi, seraient appuyés par les Forces de défense d'Ouganda [Cf. *AfroAmerica* du 3 Août, 2012]. Selon cette même source, les concertations auraient eu lieu entre les autorités militaires et civiles du Rwanda, de l'Ouganda et les officiers félons congolais.



L'Union Africaine va-t-elle encore rester impuissante face à la volonté stratégique des puissances impérialistes via le Rwanda? Les 7.000.000 millions de morts congolais seraient-ils insuffisants aux yeux des prédateurs occidentaux et leur tête de pont rwandais? L'Afrique et la RD Congo ont besoin de cet élément indispensable, en l'occurrence la paix sans laquelle le moindre frémissement du développement économique est impossible.

Affaiblir puis annexer le Kivu au Rwanda afin de créer un micro état vassal des impérialistes

Affaiblir la RD Congo, ce géant au cœur de l'Afrique centrale est un programme des impérialistes pour l'asservissement économique de notre continent. Est ce un hasard si le groupuscule terroriste, le M23 a déclenché la guerre au moment où le pays connaît néanmoins un balbutiement de normalisation économique ? Rappelons qu'en 1993, le pays a connu un taux d'inflation de 23000% et que depuis cinq ans (5ans), malgré les guerres endémiques de rapine à l'Est, les difficultés politiques sociales, nous assistons néanmoins à une légère amélioration de la situation socio-économique.

Cet embryon d'une légère embellie de l'environnement macroéconomique de la RDC est contraire aux cyniques desseins des prédateurs pour la RD Congo. Le gouverneur de la Banque centrale de la RD Congo, M. Jean-Claude Masangu a confirmé ce progrès économique : par une croissance qu'il évalue « *au beau fixe* » comprise « *entre 5% et 7%* » depuis cinq ans, le taux de change reste « *remarquablement stable* », « *l'inflation s'est établie à 15,4% contre une cible projetée de 17,0%, sur le marché des changes, il s'est dégagé une appréciation de 0,5% du Franc Congolais par rapport au dollar américain de plus* ». [Cf. Rfi du 01juillet 2012, Groupe avenir du mardi 7 août 2012].

La lutte contre la dollarisation de l'économie avec la consolidation du Franc congolais par rapport au dollar américain se traduit aussi par la mise en circulation des nouvelles coupures de monnaie. Cette émancipation économique, n'est pas du goût des impérialistes qui utilisent le dollar surévalué pour payer (plus exactement pour piller) les produits miniers de la RD Congo et de l'Afrique. Au demeurant, rappelons que l'une des causes de l'assassinat du Guide Mouammar Kadhafi par les impérialistes, est sa lutte pour l'indépendance financière de l'Afrique. Dans son projet de création des Etats-Unis d'Afrique, il avait tout mis en œuvre pour la fondation de la future banque centrale africaine qui aurait son siège à Yaoundé.

Les autorités étatsuniennes voudraient imposer à l'opinion internationale leur projet de balkanisation de la RD Congo. A cet effet, ils apportent leur soutien inconditionnel, multiforme au régime du parti unique, le Front patriotique du Rwanda (FPR), mono ethnique appartenant à la petite bourgeoisie tutsie au pouvoir à Kigali. A l'instar du remodelage du grand Moyen-Orient, les Usa refaçonnent la « nouvelle Afrique étatsunienne » dont la région des Grands Lacs sous leur supervision via le Rwanda du Général Paul Kagamé. Ce fait a été explicitement confirmé par Dr. Herman J.Cohen ancien Sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires étrangères: « *De 1996 jusqu'aujourd'hui, le gouvernement rwandais dirigé par les tutsi, a contrôlé dans les faits, les provinces orientales du Congo, du Nord et Sud Kivu. Ce contrôle a été maintenu à travers les occupations militaires avec interruptions et la présence des milices congolaises financées et entretenues par l'armée rwandaise. Pendant ces 12 années, ces provinces riches du Congo se sont intégrées économiquement avec le Rwanda.* » [Cf. New-York Times du 16.12.2008], [Can Africa Trade Its Way to Peace ?, NYT, 16.12.2008, (nytimes.com)].

En France, l'ancien président Nicolas Sarkozy, allié zélé de l'impérialisme américain, appuya ce projet de balkanisation étatsunien en déclarant en février 2009 que pour résoudre la tension dans la région des Grands lacs, il proposa un dialogue politique et le redécoupage des frontières en partageant les richesses naturelles entre les deux pays. C'est ainsi qu'il qualifia le Rwanda comme étant un « *pays à la démographie dynamique et à la superficie petite* », et la RD Congo « *un pays à la superficie et aux richesses immenses* ». Le président français accepterait-il d'amputer son pays en rattachant l'Alsace au profit à l'Allemagne ou de léguer la région de Paca à l'Italie? Tout responsable politique quel qu'il soit ne saurait accepter une telle haute trahison à l'égard de son peuple et de son pays. Ce mépris permanent est un déni d'existence d'un état africain souverain et de son peuple. La logique de la recolonisation par les puissances occidentales de notre continent, est mise en exergue dans leurs déclarations successives mais aussi en pratique par l'atomisation



de nos Etats. Empêcher par tous les moyens la réalisation du projet phare du Guide Kadhafi, en l'occurrence les Etats-Unis d'Afrique (EUA) prospères et puissants, tel est le cynique dessein des puissances impérialistes pour l'Afrique.

Les patriotes congolais et africains doivent se mobiliser pour mettre en échec ce plan diabolique des Usa et des autres puissances impérialistes occidentales dans la région des Grands lacs afin de balkaniser la RDC. A qui demain le tour si nous laissons faire cette amputation d'un état souverain africain? Dans leur dessein de recoloniser l'Afrique, les puissances prédatrices occidentales mettent tout en œuvre pour briser d'abord l'unité des états existants hérités de la colonisation, en appuyant les sécessions territoriales. Elles créent des micro-états vassaux ou des futures régions autonomes qui seraient gérées par les ministères de l'intérieur respectifs occidentaux. Les impérialistes iraient alors se servir comme dans leurs réfrigérateurs de toutes les richesses existantes dans leurs nouveaux départements africains.

Un sursaut national des congolais est la meilleure garantie de l'indépendance et de l'intégrité du pays.

Le peuple congolais continuerait-il d'assister impuissant face à cette agression permanente impérialiste caractérisée via le Rwanda ?

La déstabilisation de la RD Congo, ce grand et riche pays au centre de l'Afrique, a commencé avec les assassinats par les impérialistes de Patrice Lumumba, le 17 janvier 1961 suivi de celui de Mzé Laurent-Désiré Kabila le 16 janvier 2001. Ces crimes ont contribué incontestablement à l'affaiblissement général de l'Afrique. Ce qui accélérerait de facto la recolonisation du continent déjà amorcée en Côte d'Ivoire et en Libye.

Nous assistons cependant, ce dernier temps à une montée en puissance d'un sursaut national en RD Congo par la mobilisation populaire contre le démembrement du pays. Ce réveil de conscience inquiète Kigali, qui, afin de berner l'opinion congolaise et briser son élan patriotique salutaire, va multiplier des déclarations lénifiantes. C'est suivant cette logique sédative que Madame la Ministre des Affaires Etrangères et de la coopération du Rwanda Mme Louise Mishikiwabo, a signé un communiqué conjoint avec son homologue congolais Raymond Tshibanda Ntungamulongo, publié le 19 juin 2012. Ledit document mentionne : « *Après une discussion franche et enrichissante, les deux délégations ont réaffirmé la volonté de continuer à œuvrer ensemble pour la paix, la stabilité et le développement dans la sous-région. (...) Elles ont ainsi renouvelé leur détermination à poursuivre les efforts jusqu'à l'éradication totale du groupe terroriste FDLR et de tous les autres groupes armés écumant la sous région. (...) Par ailleurs, les deux parties ont exprimé le vœu de poursuivre et d'intensifier la collaboration actuelle, en redynamisant tous les mécanismes bilatéraux de concertation existants. La réunion s'est déroulée dans un esprit constructif et empreint de sincérité.* »

Qui pourrait un seul instant faire confiance au régime du Général Kagamé, qui depuis 1994 viole systématiquement tous les accords de bon voisinage passés avec la RD Congo ? Qui pourrait espérer que ce bras armé de l'impérialisme étatsunien renoncerait à la guerre de rapine, en d'autres termes faire échouer la stratégie des Usa dans cette sous-région africaine? Il est évident que le Général Kagamé maintenu au pouvoir grâce au soutien de Washington ne saurait refuser d'exécuter la volonté de ce dernier.

La subtilité et/ou la puissance oppressive des agresseurs rwandais aurait permis d'omettre de mentionner le groupe M23 dans le communiqué final, alors que le FDLR, résidu de l'ex armée rwandaise est indexé. Cette concession du gouvernement congolais démontrerait-elle sa bonne foi et sa volonté à rétablir la paix ? Pourrait-on instaurer une paix durable avec un partenaire tenu en laisse et près à mordre à tout instant quand le maître le lui demande? Si le gouvernement congolais lâchait les troupes du FDLR réfugiées en RD Congo, attaquer le Rwanda comme le fait ce dernier avec son caniche de M23 contre le Kivu, alors comment expliquer l'absence des plaintes de Kigali contre Kinshasa ou l'absence des rapports de la Monusco, des dépêches des agences de presse relatant ces opérations militaires qui auraient été téléguidées par le président Joseph Kabila?

Les multiples manifestations populaires contre les agressions rwandaises sont un soutien patriotique au gouvernement pour la reconquête de l'intégrité du territoire national par le gouvernement de la RD Congo. Il



appartient par conséquent au pouvoir politique de réaliser cette volonté pressante du peuple qui ne souffre d'aucune ambiguïté.

- le Parti communiste congolais (PCCO) dans son pertinent communiqué de presse de juillet 2012, signé par son Secrétaire Général BOSWA ISEKOMBE Sylvère, appelle à une mobilisation générale patriotique en ces termes : « *Notre Parti se chargera de mobiliser les chefs des partis politiques pour que chaque organisation puisse envoyer 2.000 à 3.000 jeunes militants de leurs partis pour la défense de la nation. Car, à l'heure actuelle, l'implication de la population pour la défense de la patrie à côté de l'armée s'avère nécessaire et indispensable pour empêcher la balkanisation de notre pays par les USA* ».

- Le 1^{er} août une marée humaine a déferlé sur le pays. A Kinshasa, capitale de la RD Congo, Bukavu, capitale du Sud-Kivu, Kikwit (Ouest), Kisangani (Nord-est), Lubumbashi (Sud-est)... des milliers de Congolais ont massivement manifesté leur farouche opposition contre le dépeçage de la patrie pays et l'agression militaire dirigée par le dictateur Général Président Paul Kagamé du Rwanda. Les manifestants très remontés ont proclamé unanimement leur volonté à maintenir l'unité et l'intégrité de la RD Congo.

- Toutes les confessions religieuses n'étaient pas du reste dans cette mobilisation. A cet effet, l'Eglise catholique s'était vertement prononcée lors de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) à l'issue de sa 49^{ème} Assemblée Plénière. Les Evêques avaient publié le 6 juillet 2012, un communiqué sur la situation de guerre dans le pays intitulé: «*Non à la Balkanisation de la RD Congo!*». L'église catholique stigmatise la guerre dans le Kivu et réaffirme son attachement à l'indivisibilité de la RD Congo dans ses frontières reconnues par la Communauté internationale à son indépendance le 30 juin 1960. [Cf. *Le Potentiel du 23 juillet 2012*].

- Dans une déclaration à la presse transmise par la *Radio Africa N°1 du 16 Août 2012*, le représentant de l'église du Christ, Monseigneur Pierre Marini Bodho a réaffirmé la position de toutes les confessions religieuses confondues opposées aux guerres dans le Kivu. Il dirigera une *délégation des religieux qui se rendra bientôt à New York afin de plaider contre les agressions militaires de la RD Congo par le Rwanda et l'Ouganda a-t-il conclu*.

- Les femmes congolaises, premières victimes des guerres d'occupation rwandaises (assassinats, esclavage, viols...), ont exprimé leur condamnation de la barbarie du pays de mille collines.

- Dans un communiqué du 31 juillet 2012, issu de la réunion du Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO), les femmes de la RD Congo s'opposent à la balkanisation du pays: «*Nous réaffirmons avec détermination le principe selon lequel, la République démocratique du Congo est Une et indivisible dans sa diversité et son immensité. Disons halte à toutes tentatives visant la balkanisation et le démembrement de la RDC*». Dans leur démarche, les femmes du CAFCO exigent du Rwanda, signataire de différents instruments de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et membre des Nations unies, le retrait sans conditions de ses troupes du territoire congolais. [Cf. *Le Congolais du 2 août 2012*]

Notre parti, ACTUS-prpe soutient ce sursaut patriotique du peuple congolais contre le projet de balkanisation de la RD Congo par les impérialistes via leur bras armé, le Rwanda du Général-président Paul Kagamé. Les patriotes africains ont le devoir de s'opposer par tous les moyens à la balkanisation et à l'annexion de la RD Congo par le Rwanda. En effet, les récentes humiliations infligées à l'Afrique par les impérialistes resteront à jamais graver dans notre mémoire collective, après la recolonisation rampante par ces derniers de la Côte d'Ivoire et de la Libye.

Le Kidnapping du président légitime Laurent Gbagbo suivi de sa déportation à la Haye par l'armée d'occupation française puis l'assassinat du Guide Mouammar Kadhafi par les forces impérialistes de l'OTAN du trio criminel Sarkozy-Obama-Cameron et leurs collabos du CNT en avril et octobre 2011, sont autant des preuves humiliantes et de mépris à l'égard de l'Afrique. Cela est insupportable.

Qui oserait encore occulter ou réfuter l'asservissement du Rwanda en sa qualité de bras armé des USA en



RD Congo? En effet, l'ancienne secrétaire d'Etat sous l'administration Clinton de 1996 à 2001, Madeleine Albright, a été plus explicite à ce sujet : elle qualifia alors le pays de mille collines de «*prunelle des yeux*» des USA.

L'hypocrisie diplomatique au service de la balkanisation de la RD Congo a repris le haut du pavé.

Dans sa résolution du 02 août 2012 sur la reprise des combats en RD Congo par le M23, le Conseil de sécurité de l'Onu a renouvelé sa ferme *condamnation du groupe armé M23* et des attaques qu'il a commises en République démocratique du Congo (RDC). Il réitéra son exigence que ce mouvement mette immédiatement fin à toute activité de déstabilisation, notamment à toute avancée vers la ville de Goma.

L'Onu dispose pourtant en RD Congo d'une mission permanente au Kivu, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation du Congo (Monusco), forte de 19000 casques bleus. Cet organisme onusien a contribué à la rédaction du rapport annuel du Comité des sanctions de l'ONU de juin 2012 sur la RD Congo. Ce dernier accuse nommément le Rwanda de soutenir le M-23. À la lumière dudit document produit par les mêmes experts de l'Onu, la dernière résolution du Conseil de sécurité a été alors une véritable imposture un blasphème pour la mémoire de 7.000.000 morts congolais de cette guerre de l'Est. En effet, cette brumeuse résolution sous la supervision des impérialistes, a omis sciemment de condamner fermement, d'exiger réparations et dommages de guerre au Rwanda pour crimes de guerre, occupation, pillages, soutien aux terroristes du M23. Pourquoi le Conseil de sécurité refuse de distinguer la victime, l'agressée en l'occurrence, la RD Congo de l'agresseur, le Rwanda du dictateur Général-Président Paul Kagamé? Afin d'humilier davantage l'Afrique et le peuple frère congolais, ladite résolution appelle au dialogue entre la RD Congo, le Rwanda et l'Ouganda dans la résolution des guerres dans le Kivu. Les agresseurs permanents de la RD Congo seraient-ils subitement et volontairement métamorphosés en pacifistes ? Sauraient-ils sans mesures coercitives du Conseil du même conseil de sécurité abandonner leurs guerres de rapine tant lucratives en la RD Congo ?

Le Rwanda évoque systématiquement la présence des forces négatives celles des Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) en RD Congo pour y mener des opérations militaires. Il est de notoriété publique que les FDLR issues de l'ex armée rwandaise (majoritairement constituée d'Hutus), fidèle au président Habyarimana, ont été évacuées en 1994 par l'Armée française au Kivu face à l'avancée du Front Patriotique Rwandais (FPR) des rebelles Tutsis.

Il convient de rappeler ici que dans *les années 90, les militaires français ont assuré la formation de l'armée rwandaise* proche de l'ancien président et que *dès 1994, la France a mené sa guerre contre le FPR* du Président Kagamé [Cf. *Raphaël Granvaud « Que fait l'armée française en Afrique », Collection des Dossiers noirs, n°23 de l'Association Survie, Paris 2009, Editions Agone*]

La responsabilité du gouvernement français dans cette situation est donc engagée en constituant un sanctuaire à leurs alliés de l'Ex armée rwandaise dans le Kivu. Le dictateur Général Président Paul Kagamé devrait interpellier la France. Pourquoi le Gouvernement Congolais et son peuple eux-mêmes victimes des dégâts collatéraux du génocide rwandais, seraient-ils responsables d'avoir hébergé les réfugiés rwandais parmi lesquels les ex militaires pro Habyarimana? Est-il raisonnable de considérer tous les réfugiés civiles Hutus (y compris les jeunes ayant grandi en RD Congo) plus d'une décennie après, comme étant des ex militaires Hutus? Pourquoi le régime rwandais fait-il abstraction des assassinats, viols et autres crimes commis sur les populations congolaises par certains militaires du FDLR ? La sécurité de la RD Congo ne serait-elle pas aussi menacée par le FDLR aux yeux du tyran de Kigali?

Les rapports de l'Onu et ceux des Ong des droits de l'homme ont unanimement indexé les agressions rwandaises contre la RD Congo. En revanche, aucun de ces documents accusent le gouvernement congolais d'agression contre le Rwanda par son soutien au FDLR. Si Kinshasa était l'agresseur et complice du FDLR, alors pourquoi Kigali n'a-t-il jamais présenté les preuves de ces guerres ? Quelles sont les villes ou les territoires rwandais attaqués ou contrôlés par les rebelles Hutus ? Quand et combien de fois ont eu lieu les agressions Congolaises-Fdlr ? S'il y a agressions congolaises contre le Rwanda, alors comment expliquer



l'absence de plaintes officielles du gouvernement Kagamé contre Kinshasa auprès de l'Onu ou de l'Union Africaine?

Le gouvernement congolais qui a autorisé de surcroît des opérations militaires conjointes avec l'armée rwandaise contre le FDRL dans le Kivu, ne devrait pas être accusé de complicité ou en odeur de sainteté avec les résidus de l'ex armée rwandaise. Inversement les différents rapports y compris ceux de l'Onu stigmatisent les incursions de l'armée rwandaise et sa créature terroriste du M23 contre la RD Congo.

Sur le plan continental, l'Union Africaine (UA) a aussi fait preuve d'un laxisme déconcertant au sujet de la guerre rwando-ougandaise et leurs alliés respectifs du M23 et RCD/K-ML contre la RD Congo. Quelles sont ces forces occultes qui œuvrent en sous marin au sein de l'UA pour défendre les intérêts et exécuter systématiquement les décisions et projets des impérialistes? Les exemples ivoirien et libyen sont encore frais dans nos mémoires.

Le 19^{ème} sommet de l'UA du 9 au 16 juillet 2012 à Addis Addis-Abeba (Ethiopie) a décidé de créer la « Force neutre internationale » à l'Est de la RD Congo. Sa principale mission sera de combattre les mutins du M.23 ainsi que toutes les « Forces négatives » qui y entretiennent l'insécurité. A l'instar de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu, celle de ce sommet n'a pas condamné fermement et nommément le Rwanda et l'Ouganda, véritables géniteurs et États-majors des mouvements rebelles ou « Forces négatives » : le Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), le M23 , le RCD/K-ML) qui sèment la désolation dans le Kivu en RD Congo.

La Minusco forte de 19000 casques bleus, bien équipée n'a jamais voulu rétablir la sécurité dans le Kivu par absence de volonté politique. En effet, les impérialistes s'opposent à l'émergence d'une RD Congo stable, puissante et riche. De plus, l'inféodation du Rwanda et de l'Ouganda à l'impérialisme étatsunien qui projette de démembrer la RD Congo, ne laisse aucun espoir d'espérer que la «Force neutre internationale» de l'UE pourrait anéantir les «Forces négatives», et que de surcroît ces deux mêmes pays agresseurs feront partie. Quelle drôle de « neutralité ». Le mépris du peuple congolais continue par les relais des impérialistes au sein de l'UA.

Les patriotes africains doivent rester lucides et mobilisés car la création d'une n-ième structure n'est qu'un faux-fuyant pour endormir le peuple congolais et de perpétuer la domination impérialiste de la RD Congo.

Un autre constat de ce cynisme diplomatique est que les résolutions du Conseil de sécurité et de l'UE se félicitent des contacts entre les deux agresseurs (Rwanda et Ouganda) et l'agressée (RD Congo), toujours sans condamner les premiers pour crimes contre l'humanité commis dans le Kivu. Ces contacts à l'occasion des sommets de la conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) n'ont pas non plus permis une avancée significative sur l'éradication de l'instabilité au Kivu car le Rwanda et l'Ouganda, membres de cette structure n'ont aucune volonté politique à instaurer la paix à l'Est de la RD Congo, suivant ainsi les recommandations de leurs maîtres impérialistes étatsuniens.

La déstabilisation permanente de l'Est de la RD Congo, initiée par les impérialistes n'est pas fortuite car les alliés rwandais et ougandais frontaliers exécutent déjà le projet de balkanisation en cours.

Les agresseurs de la RD Congo sont identifiés et connus. Ils doivent être sévèrement sanctionnés.

Il, est clairement établi que le Rwanda et l'Ouganda sont responsables de la guerre endémique à l'Est de la RD Congo. Les instruments juridiques internationaux existent. Il suffisait de les appliquer contre les auteurs de leurs violations. Cependant, hélas nous assistons à un manque caractérisé de volonté politique des impérialistes. Est-il encore besoin de rappeler la pertinence de quelques extraits de ces documents:

► *Considérant la charte des Nations Unies, Chapitre Premier, aux termes de laquelle, les buts des Nations Unies sont :*

En son Article 1,

1. Maintenir la paix et la sécurité internationales et à cette fin : prendre des mesures collectives efficaces en



vue de prévenir et d'écartier les menaces à la paix et de réprimer tout acte d'agression ou autre rupture de la paix, et réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix.

[...]

Et en son Article 2,

4. Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

Au niveau africain, les forces occultes et dirigeants inféodés aux puissances occidentales prédatrices des richesses de la RD Congo et celles du continent, bloquent toutes résolutions de sanctions contre le Rwanda et l'Ouganda. Les violations et crimes contre l'humanité commis par le dictateur Général-président Paul Kagamé et les Officiers supérieurs susmentionnés de l'Armée rwandaise en RD Congo, devraient les conduire incontestablement à être traduits et sévèrement condamnés par la cour africaine des droits de l'homme de l'Union Africaine.

Quant aux Officiers supérieurs félons des Forces Armées de la RD Congolaise (FARDC), ces traîtres qui ont collaboré avec les puissances étrangères ennemies contre l'intégrité de leur pays, doivent être traduits devant un tribunal militaire exceptionnel de la RD Congo. La peine capitale serait proportionnelle à la gravité des crimes commis. Dans le cas échéant pour cause de leur sanctuaire au Rwanda et en Ouganda, la CPI doit faire preuve de son impartialité en demandant l'extradition de ces terroristes et collabos à ces deux pays pour être jugés. A ce sujet, un rappel de quelques extraits de la *Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, incriminent ces officiers criminels* :

► *Considérant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, aux termes de laquelle l'individu a en outre le devoir :*

En son Article 29,

[...]

2. De servir sa communauté nationale en mettant ses capacités physiques et intellectuelles à son service.

3. De ne pas compromettre la sécurité de l'Etat dont il est national ou résident.

4. De préserver et de renforcer la solidarité sociale et nationale, singulièrement lorsque celle-ci est menacée.

5. De préserver et de renforcer l'indépendance nationale et l'intégrité territoriale de la patrie et, d'une façon générale, de contribuer à la défense de son pays, dans les conditions fixées par la loi.

En son Article 20,

[...]

2. Les peuples colonisés ou opprimés ont le droit de se libérer de leur état de domination en recourant à tous moyens reconnus par la Communauté internationale.

En son Article 21,

[...]

2. En cas de spoliation, le peuple spolié a droit à la légitime récupération de ses biens ainsi qu'à une indemnisation adéquate.

[...]

5. Les Etats, parties à la présente Charte, s'engagent à éliminer toutes les formes d'exploitation économique étrangère, notamment celle qui est pratiquée par des monopoles internationaux, afin de permettre à la population de chaque pays de bénéficier pleinement des avantages provenant de ses ressources nationales.

Après le rapport accablant du Conseil de sécurité contre le Rwanda, lequel fut par ailleurs corroboré par ceux des Ong (HWR, Global Witness), un certain malaise aurait heurté la conscience des Usa et des autres pays du nord, qui avaient décidé timidement de bloquer ou de suspendre leurs aides à Kigali. Une porte-parole du



Département d'État, Darby Holladay, a déclaré que son ministère « *avait décidé qu'il ne pouvait plus continuer à fournir le financement approprié pour l'aide militaire (au Rwanda) durant l'année fiscale actuelle* » [Cf. Afp du 22 juillet 2012].

Eu égard aux crimes contre l'humanité commis par le Rwanda au Kivu, cette décision de Washington (une simple banale suspension de l'aide militaire pendant quelques mois), est une insulte à la mémoire des millions de victimes congolaises.

Dans la foulée du département étasunien, la Suède, les Pays-Bas et l'Allemagne ont également suspendu tout ou en partie leurs aides dans l'attente d'« *éclaircissements* » sur l'implication du Rwanda dans la guerre au Kivu. De quels autres « *éclaircissements* », Washington et ses alliés attendent-ils ? Le rapport établi par les experts de l'Onu qu'ils contrôlent, n'est-il pas suffisant comme preuves irréfutables contre Kigali ?

Kigali n'est pas lâché par les Usa car ces prétendues « *suspensions d'aides* » ne seraient qu'une réponse ponctuelle face à l'indignation internationale suscitée par les rapports contre le Rwanda. Une fois la tempête passée, le robinet d'aides serait grand ouvert afin de rattraper le temps perdu. Kigali ainsi dopé, s'efforcerait de parachever le plan de morcellement de la RD Congo.

Il est grand temps que cette imposture intellectuelle et l'hypocrisie politique cessent. L'agression caractérisée de la RD Congo par les impérialistes et leur nervi est bien réelle et son auteur s'appelle Rwanda. L'Ouganda qui a soutenu un autre mouvement rebelle le RCD/K-ML peu de temps après l'offensive du M23, mérite les mêmes sanctions.

La concurrence pour le dépeçage de la RD Congo par ses deux voisins a repris le haut du pavé. La journaliste Colette Braeckman du quotidien belge *Le Soir*, dans un article d'octobre 1999 intitulé : « *La République démocratique du Congo dépeçée par ses voisins* » écrivait déjà : « *Des provinces entières sont passées sous contrôle étranger tandis que se multiplient les exactions* ».

En conclusion, les deux rapports des experts de l'ONU de 2008 et 2012, auxquels viennent s'ajouter ceux des deux Ong de surcroît anglo-saxonnes, HWR des USA et Global Witness de Grande Bretagne, respectivement publiés en avril 2012 et juin 2012, soulignent l'implication irréfutable du Rwanda dans les guerres déclenchées contre la RD Congo à l'est du pays(Kivu). L'impunité des dirigeants du pays de mille collines, alliés des USA et de la Grande Bretagne, est un permis de génocide contre la RD Congo. En effet, si ce pays n'était pas le protégé des USA, il va sans dire qu'il aurait subi dès 1996 des sanctions contraignantes du Conseil de sécurité de l'ONU comprenant entre autres des dédommagements pour crimes de guerre commis en RD Congo. La primauté du droit de la force des puissances impérialistes sur la force du droit international est insupportable. Après les humiliations infligées récemment par les puissances impérialistes en Côte d'Ivoire, Libye et en RD Congo... ne serait-il pas légitime que l'Afrique pose le problème de sa participation à l'ONU? Démissionner d'une institution internationale qui humilie en permanence l'Afrique, qui ne défend que les intérêts des impérialistes occidentaux en maintenant dans la servitude coloniale notre continent, ne serait-il pas plus logique et sensé ? Ces injustices infligées à l'Afrique sont insupportables.

De ce qui précède, notre parti ACTUS/prpe, fidèle à la doctrine anti-impérialiste, convaincu de la nécessité du panafricanisme et de la création des Etats-Unis d'Afrique (EUA) :

- ▶ apporte sa solidarité militante sans retenue aucune au peuple frère de la RD Congo dans sa légitime lutte contre les agressions permanentes impérialistes.
- ▶ demande à l'ONU et à l'Union Africaine d'être impartiales en appliquant strictement les chartes existantes. La justice doit être rendue au peuple congolais martyr humilié, agressé, spolié, occupé.
- ▶ demande l'application stricte des sanctions adéquates, proportionnelles aux actes gravissimes, posés par les dirigeants rwandais, ougandais et les Officies félons congolais, tous agresseurs de la RD Congo :



- 1- Contraindre par tous les moyens le Rwanda et l'Ouganda à procéder au retrait immédiat, inconditionnel de leurs troupes d'occupation du territoire congolais, ainsi que l'arrêt de leur soutien multiforme aux mouvements terroristes des ex-Officiers renégats des FARDC.
- 2- Restitution de tous les biens volés et transférés au Rwanda et Ouganda avec indemnisation des victimes congolaises.
- 3- Sanctions économiques contre les deux pays jusqu'à application intégrale des décisions des de la CIJ à leur rencontre.
- 4- Jugement de tous les dirigeants politiques, militaires occidentaux, rwandais et ougandais responsables des crimes de guerres et économiques commis en RD Congo.
- 5- Dédommagements intégral de la RD Congo par le Rwanda, l'Ouganda et leur sponsor les Usa pour crimes de guerre, crimes environnementaux, pillages des ressources naturelles, destruction des biens et infrastructures...
- 6- Embargo total sur les armes à destination du Rwanda et l'Ouganda.
- 7- Exiger immédiatement sans conditions, la libération de tous les prisonniers politiques rwandais détenus dans les prisons.
- 8- Contraindre le gouvernement rwandais de cesser immédiatement les exactions, arrestations arbitraires, les traitements dégradants et humiliants commis à l'encontre des militants de l'opposition démocratique et leurs sympathisants.

Le 20 Août 2012

Action Tchadienne pour l'Unité et le Socialisme / Parti Révolutionnaire Populaire et Écologique
 Chadian Action for Unity and Socialism/Popular and Ecological Revolutionary Party
 (ACTUS / prpe)

Le Secrétaire Général
Dr LEY-NGARDIGAL Djimadoum

